



L'économie sociale et solidaire : entre gouvernance et régulation *Propos introductifs*

Nadine RICHEZ-BATTESTI
Université de la Méditerranée et LEST

Mesdames et Messieurs, bonsoir. Nous sommes très heureux de pouvoir vous présenter les résultats de ce travail. Je souhaiterais y associer Hélène Trouvé et Francesca Petrella, qui ne pouvaient être présentes ce soir mais qui ont largement contribué aux travaux du groupe. Je souhaiterais également souligner à quel point l'appui du CIRIEC est précieux dans ces modalités de travail, qui nous permettent de discuter de textes durant deux ans, au rythme dont ont besoin les universitaires, et de produire une réflexion collective autour d'une thématique donnée. Peu d'espaces rendent possibles ces échanges réguliers ...

Le travail qui va vous être présenté ce soir a donné lieu à la publication d'un numéro spécial de Géographie Economie et Société. Nous sommes partis, pour ce travail, d'un double constat et d'un paradoxe. Nous sommes toujours en situation de méconnaissance de l'économie sociale, qui représente pourtant environ 12 % de l'emploi et 10 % du PIB. Son périmètre continue à faire débat, mais un débat restreint au connaisseur du champ. Car la connaissance de l'économie sociale et la mesure de sa contribution au développement économique restent limitées. Les acteurs de l'économie sociale et solidaire eux mêmes ne savent pas toujours qu'ils en font partie et le découvrent en même temps qu'une définition tente de s'ébaucher. Pourtant, les collectivités territoriales intègrent de façon croissante l'économie sociale et solidaire dans les politiques publiques, ainsi que nombre d'associations dans la mise en œuvre des stratégies de développement économique et social sur les territoires.

Notre analyse est basée sur la diversité des dynamiques territoriales. En effet, les enjeux et les dynamiques divergent d'un territoire à l'autre, selon que l'on se trouve en Alsace, en Corse, au pays basque ou dans la région grenobloise, sans réelle explication. Par ailleurs, l'évolution dans le temps montre que la structuration sectorielle est devenue moins verticale qu'il y a 30 ans, avec des formes d'organisation horizontale et des stratégies en réseaux de plus en plus importantes, qu'il importait de comprendre. Parallèlement, la part croissante du développement associatif nécessitait d'être mieux appréhendée. Enfin, le contexte d'une concurrence exacerbée se traduit par la mise en concurrence accrue des organisations et des biens et services fournis par cette économie sociale et solidaire que nous cherchions à mieux appréhender.

Nous avons développé, à travers cinq papiers, une approche croisant des regards d'économistes et de socio-économistes, permettant d'analyser à la fois les acteurs en présence et les activités réalisées, de manière à mieux comprendre et mieux identifier cette contribution de l'économie sociale et solidaire au développement territorial, ainsi que les leviers de ce développement. Nous nous sommes intéressés à la fois à ces nouveaux réseaux de gouvernance et à des organisations originales, répondant à des besoins spécifiques, notamment en matière d'aide à domicile ou dans le secteur de la petite enfance.



A travers les résultats obtenus, nous avons d'abord tenté de lever la confusion autour des termes de gouvernance et de régulation, trop souvent mal employés. Nous nous sommes donc efforcés de préciser ces deux termes et de montrer quelle était la contribution originale de l'économie sociale à la gouvernance et à la régulation.

Nous nous sommes ensuite attachés à mieux comprendre comment fonctionnaient ces réseaux et ces stratégies partenariales, et à envisager leurs limites. Nous nous sommes interrogés sur le rôle de la société civile, constatant que cette expression pouvait, elle aussi, faire l'objet d'usages multiples et être utilisée pour désigner l'économie sociale et solidaire. Nous avons mis en évidence que la dimension « société civile » renvoie davantage à une approche de type socio-politique, là où l'ESS s'inscrit plus dans une démarche entrepreneuriale, et, par conséquent, socio-économique. Nous avons aussi identifié quelques-unes des dynamiques intersectorielles et transversales animant l'économie sociale et solidaire, en pointant à la fois l'instabilité et la nature participative des modèles émergents. Nous nous sommes intéressés à des aspects plus ou moins segmentés des dynamiques d'accompagnement territorial ou au contraire à des contributions à un développement plus transversal.

Voilà les principaux résultats auxquels nous avons abouti. D'après les retours que nous avons pu avoir de nos collègues chercheurs sur ce numéro, paru il y a quelques mois, ce travail a permis d'ouvrir des perspectives sur un secteur méconnu. En paraissant dans une revue généraliste, non spécifiquement dédiée à l'économie sociale et solidaire, il a contribué à une diffusion un peu plus massive de cet objet. Nombre de lecteurs se sont du reste aperçus qu'ils s'intéressaient sans le savoir à des champs de cette économie sociale et solidaire, notamment ceux qui travaillent sur la notion de société civile ou encore d'engagement. Des opérateurs du développement local ont ainsi pris conscience que l'économie sociale et solidaire était partie prenante du développement local, alors que son rôle était sous-estimé. Nous avons donc eu des retours positifs tant de la part des opérateurs des politiques publiques que de nos collègues chercheurs, conformément à la demande du CIRIEC de contribuer à cette meilleure connaissance.

Les résultats obtenus ne sont pas révolutionnaires et ne viennent souvent que conforter des éléments que vous connaissez déjà. Pour autant, ils contribuent largement à une meilleure connaissance de l'extérieur, la plus grande difficulté de l'économie sociale et solidaire étant de sortir de la logique « d'entre soi » qui la guide, pour aller vers ceux qui ne la reconnaissent pas explicitement ou n'ont pas pris conscience de sa réalité. De ce point de vue, nous pouvons considérer avoir apporté une modeste contribution à cette stratégie. L'enjeu est d'une part de développer des revues dédiées à l'économie sociale et solidaire et d'accroître notamment leur audience et leur reconnaissance scientifique, et d'autre part de faire que des revues consacrées à des questions plus générales de développement économique puissent également contribuer à cette ouverture. C'est dans cette dernière perspective que nous avons œuvré.